



Le 24 mars, les Retraité-es seront dans la rue pour les pensions, la santé et les services publics

Pourquoi les retraité-es sont sacrifiés?

Pourquoi nos pensions « décrochent » chaque année et baissent régulièrement au regard du coût de la vie ?

Pourquoi en 10 années avons-nous perdu près de 10 % du montant initial de nos pensions ?

Pourquoi a-t-il fallu le scandale ORPEA pour que les médias s'intéressent à la situation des personnes très âgées dans les EHPAD, situation que nos organisations dénoncent depuis des années ?

Pourquoi les résidents des EHPAD ont-ils été interdits d'accès aux urgences hospitalières au beau milieu de la pandémie, entraînant ainsi 34 000 décès parmi les 600 000 résidents des Ehpap, soit plus d'un décès sur trois constaté en France ?

Ce que les retraités ne sont pas :

Ils ne sont pas un coût mais une richesse :

les pensions qu'ils perçoivent sont un droit issu des cotisations versées au long de leur vie de travail et elles alimentent le dynamisme de l'économie.

Ils ne sont pas un problème sanitaire :

le vieillissement, c'est la vie, il n'entraîne pas une perte de dignité du fait de la diminution des capacités physiques.

Retraité-es, nous sommes : sciemment appauvris, volontairement sacrifiés, nous ne l'accepterons jamais !

Le 24 mars 2022, nous manifesterons dans les régions et les départements pour dire notre colère et nos revendications. En pleine période électorale présidentielle et législatives, nos 9 organisations tiennent à imposer le social dans l'actualité et rappellent leurs revendications :

- Retour à l'indexation de nos pensions sur les salaires ! C'est la désindexation, depuis 1987, qui a entraîné une baisse continue des revenus des retraités. Alors que les entreprises du CAC 40 ont enregistré 137 milliards d'euros de profit en 2021, que les grandes banques ont réalisé plus de 31 milliards d'euros de profit, il est inadmissible que des retraités perçoivent moins de 800 € par mois.

- Revalorisation des pensions de réversion versée aux conjoints survivants !

- Rétablissement de ½ part fiscale supplémentaire pour les parents isolés, les veufs & veuves qui a été injustement supprimée !

- Rattrapage de toutes les pertes de pouvoir d'achat équivalent à un mois de pension par an.

- Annulation de la hausse de la CSG de 1,7 point décidée par le gouvernement actuel en 2017 !

- Pas de pension inférieure au SMIC !

Pour la Santé

La situation sanitaire des EHPAD est le résultat d'un sous-investissement drastique de l'Etat et des régions dans les établissements des retraités, ce que la création d'une 5^e branche autonome ne fera qu'entériner, faute de moyens suffisants en personnels et en dotations.

Aussi, nos 9 organisations exigent :

- **La prise en charge de l'autonomie** par l'Assurance maladie de la Sécurité Sociale et la création d'un grand service public de l'autonomie.

- **La création de 300 000 postes dans le secteur médico-social**, 200 000 dans les EHPAD et 100 000 dans l'aide à domicile.

- **La création de lits d'EHPAD dans le secteur public** pour faire face aux besoins et arriver à 1 soignant pour 1 résident alors que nous sommes à 0,63 actuellement.

- **L'amélioration de la situation professionnelle des personnels** médico-sociaux par une meilleure formation et de meilleures rémunérations.

La situation de l'hôpital public inquiète profondément les retraités-es car nous sommes persuadés que des milliers de décès auraient pu être évités si 1 700 postes n'avaient pas été supprimés l'an passé et plus de 100 000 autres dans la dernière décennie : on meurt du manque de lits de réanimations autant que de la COVID 19 elle-même.

- **Non aux suppressions de lits !**

- **Réouverture des services et des hôpitaux fermés pour des économies budgétaires !**

Les droits et les services publics

Les Retraités sont des citoyens comme les autres : ils veulent vivre, vivre dans la dignité et le respect de leurs droits, avec des services publics de proximité : droit d'accès aux soins, aux transports, aux services sociaux, aux services des Impôts, etc.

Nous avons droit à une pension permettant de faire face au coût de la vie qui explose actuellement et à un logement digne et adapté.

Nous refusons la dématérialisation à outrance des relations avec les administrations et les services : Non au tout-internet ! Près d'une personne sur quatre n'a ni ordinateur ni tablette, il faut avoir la possibilité de rencontrer un agent, d'avoir un accompagnement.

Avec nos organisations, toutes et tous dans la rue le 24 mars pour imposer le social dans l'actualité, pour dire à tous les candidats :

Les Retraités-es sont des citoyens, ils sont en colère, ils veulent être entendus et voir leurs revendications satisfaites ! Malgré un contexte anxiogène (pandémie et Ukraine), nous n'accepterons pas de payer le prix des sacrifices annoncés.

BORDEAUX

Rassemblement Place de la République à 13 h 30

Départ à 14 heures. Passage à l'ARS puis à la Préfecture. Dislocation au Grand Théâtre